

# Jos Donvil, administrateur délégué des Éditions de l'Avenir

## «On tourne la page, on doit redémarrer sans plus attendre!»

### LES PHRASES CLÉS

«Le plan social coûtera bien plus que 5 millions. C'est bien la preuve que l'Avenir a une place au sein du groupe.»

«Il faut restaurer la confiance et lancer le plan de redéveloppement sur 5 ans. C'est urgent, car on perd de l'argent.»

«On est prêt à discuter avec IPM, non pas en termes capitalistiques, mais sur les synergies possibles.»

**INTERVIEW**  
**PHILIPPE COULÉE**  
**ET JEAN-FRANÇOIS SACRÉ**

«Une mutinerie!» C'est ainsi que Nethys a qualifié les quatre pages incendiaires publiées par la rédaction de l'Avenir dans son édition du week-end. Pour rappel, la rédaction avait décrit dans les détails les relations houleuses entretenues depuis trois ans avec son actionnaire l'intercommunale Nethys. L'enquête reprochait notamment à la direction un «manque de vision» et une «stratégie de pourrissement». Suite à ce dossier, les directions des Éditions de l'Avenir et de Nethys firent part de leur stupéfaction face à un «récit à charge» et «truffé de mensonges».

Alors qu'on s'acheminait vers un nouveau clash, direction et rédaction se sont revues dimanche avant de parvenir à un accord surprise aux termes duquel seuls quatre licenciements secs étaient actés suite au plan de restructuration annoncé l'automne dernier et validé par les syndicats, contre une vingtaine initialement prévus.

Jos Donvil, l'administrateur délégué du pôle telcos-médias de Nethys (Voo, BeTV, L'Avenir, Moustique...) est revenu pour L'Echo sur ce week-end chahuté et sur les perspectives du journal.

**Comment en est-on arrivé à ce nouvel épisode rocambolique?**

C'est la conséquence d'une divergence d'interprétation tenace sur le futur du journal. D'un côté, la rédaction estime que l'actionnaire n'a pas été présent et n'avait pas de vision réelle sur le futur de l'entreprise. De l'autre, le groupe Nethys qui a racheté l'Avenir car il anticipait avant la concurrence la convergence entre telcos et médias.

L'erreur de la direction est sans doute d'avoir laissé l'initiative au management de relancer le journal, partant du principe que c'est lui qui connaissait le mieux l'outil et le secteur, et que c'était à lui de venir avec un plan. Or, ce plan n'est jamais venu. Un remake de l'histoire de l'œuf et la poule en quelque sorte.

**Mais comment expliquer cette «mutinerie»?**

Je rappelle qu'il nous fallait acter 45 départs volontaires via le régime de la RCC, dont 32 journalistes. En décembre, nous avons finalisé un accord avec les syndicats. On était alors convaincu qu'avec les conditions mises sur la table, on allait arriver au nombre prévu. On n'y est pas arrivé car au sein de l'AJP (Association des Journalistes Professionnels), il y avait des interprétations divergentes sur les conventions, particulières aux journalistes (et plus favorables, NDLR), à appliquer. Je ne veux pas polémiquer sur ce point. Nous aurions donc dû procéder à une vingtaine de licenciements. Le problème, c'est qu'en interne, un document a circulé venant des syndicats, un peu optimiste sur les départs volontaires vu les conditions consenties.

**Que contient le dernier accord engrangé?**

Il n'y aura que 4 licenciements secs. La direction a consenti un dernier effort en affectant une nouvelle enveloppe d'environ 700.000 euros. Les licenciements sont uniquement basés sur des critères d'organisation. Il n'y a pas de liste noire, j'insiste. Mais bon, quelle que soit la personne licenciée, certains prétendront toujours faire partie d'une liste noire. Je ne peux pas gagner ce combat.

**Sans ce bras de fer provoqué par la rédaction – avec le soutien de l'AJP –, on n'aurait pas pu arriver à cet accord?**

Cela n'a rien à voir. On devait de toute façon parvenir à ce quota de départs car, sans plan social, on ne pourrait pas redémarrer. Maintenant, si l'AJP veut y voir une victoire, je n'ai pas de problème avec cela. Ce qui m'intéresse maintenant, c'est d'avancer.

**L'audit de productivité que vous auriez, dit-on, mené a-t-il joué dans le plan?**

On n'en a jamais fait! D'ailleurs, plein d'articles ne sont pas signés. Comment, dès lors, mesu-

rer la productivité de chacun?

**Combien coûtera le plan?**

Au total, bien plus que 5 millions. C'est la

preuve que L'Avenir a une place au sein du groupe. Je crois dans la convergence entre télécoms et médias. On m'a pris pour un fou au début. Mais les déclarations du CEO de Rossel, Bernard Marchant, qui a dit au Parlement qu'à choisir il préférerait racheter Voo que les Éditions de l'Avenir, me confortent. Cela prouve qu'on n'avait pas tort.

**Que va-t-il se passer maintenant?**

On devait réagir face aux contre-vérités flagrantes publiées. On a dit ce qu'on avait à dire. On tourne la page, on veut redémarrer. Il faut restaurer la confiance et lancer le plan de redéveloppement sur 5 ans. C'est urgent, car on perd de l'argent, des lecteurs et des recettes publicitaires. Et nous allons investir plusieurs millions d'euros dans les synergies avec Voo (IT, commercial, marketing, digital, etc.). Notre plan contient un calendrier précis concernant le retour sur investissement et stipulant quand ces dépenses ventilées et chiffrées sont nécessaires et seront profitables. Tout ça est calculé et a été communiqué aux différents interlocuteurs.

**Si tout le monde est sur la même longueur d'ondes et informé sur les priorités et les investissements consentis par la direction, comment expliquez-vous la sortie de samedi dernier?**

Je ne sais pas. Certains doutent sans doute encore du fait qu'il y ait un réel futur pour l'Avenir et son personnel au sein du groupe. Pourtant, l'option d'aller chez IPM évoquée par certains serait, je vous l'assure, bien plus risquée. Je vous le dis noir sur blanc: le personnel de

L'Avenir devrait être content d'avoir un actionnaire qui finance son redéploiement à la hauteur et avec l'énergie que Nethys consent alors que le secteur de la presse est sous pression.

**Si l'on se projette plus loin, on sait que Nethys est amené à ne plus avoir que des participations minoritaires, comme le gouvernement wallon l'exige. Pourquoi alors ne pas avoir lancé des discussions avec d'autres groupes comme IPM ou Rossel?**

La question des participations se discute au niveau du groupe. J'ai toujours dit qu'on était prêt à discuter avec IPM, non pas en termes capitalistiques, mais sur les synergies possibles. L'imprimerie aurait pu être une de ces synergies (L'Avenir a opté récemment pour Rossel, NDLR). À terme, il faut une seule imprimerie pour tous les groupes de presse francophones. Sinon, c'est de l'argent gaspillé. Pour

le reste, les synergies peuvent venir du volet du digital, des pages sportives, des programmes TV, de la présence de marques d'IPM sur Voo, etc. Ma responsabilité aujourd'hui est de pérenniser, quel que soit l'actionariat futur, les activités industrielles que je pilote. Et si on doit – mais ce n'est pas de mon ressort – ouvrir le capital au niveau du périmètre du groupe, il faudra encore accélérer l'intégration des autres supports, y compris Moustique ou BeTV. J'ai encore eu une réunion lundi concernant l'exploitation de nos contenus rédactionnels par Voo. Les abonnés pourront en profiter cette année encore avec un accès privilégié.

#### **Le nouveau directeur des rédactions, Philippe Lawson, a subi deux votes de méfiance. Il a toujours votre confiance?**

Il est arrivé en juin dernier au pire moment. On venait de changer le management. Il fallait redresser les finances; un plan de restructura-

tion était sur la table et il n'y avait pas de CEO. La confiance entre actionnaire et rédaction était donc au plus bas. Rapidement, il est devenu une cible. Ensuite, il y a un pas énorme entre connaître son métier de journaliste – ce qui n'est remis en question par personne à propos de Philippe – et piloter une rédaction: ça ne s'apprend pas comme ça. Mais je connais ses qualités: c'est un boss, qui veut y arriver. Je peux vous assurer qu'il garde toute ma confiance. Pour le dire clairement: il restera en place et ce n'est pas négociable. J'invite donc la rédaction à être ouverte pour reconstruire rapidement une nécessaire collaboration positive avec la direction et Philippe.

#### **Pour rétablir la confiance, allez-vous nommer un rédacteur en chef?**

Il y a quelques mois, on a ouvert en interne une procédure d'engagement. Et la rédaction nous a demandé de la geler, à juste titre. On doit remettre ce point à l'ordre du jour.

#### **N'avez-vous pas sous-estimé l'importance de la part humaine dans un groupe de presse comme L'Avenir?**

Oui. Pour une partie. Mais cela n'a rien à voir avec le profil actuel du personnel de L'Avenir même. Le point d'équilibre, c'est l'intégration de ces ressources humaines spécifiques dans le groupe Nethys, en faisant comprendre à la rédaction qu'elle y a pleinement sa place. J'en suis convaincu.

#### **À quel moment situez-vous, dans le meilleur des cas, votre break-even?**

On a des hypothèses... Le plan de restructuration qu'on met en place n'est pas théorique, on a pu le vérifier ce week-end. Si tout le monde partait en même temps, on pourrait table sur un break-even en 2020. Vu les circonstances du plan et les recettes publicitaires incertaines, l'actionnaire devra se montrer patient.

## **SYNDICATS ET AJP**

### **DOS À DOS**

Ce lundi soir, nouvel épisode dans la saga concernant le plan de restructuration de L'Avenir: les organisations syndicales CNE et Setca disent quitter la table des négociations au terme de l'AG. *«On devait y faire le point sur les avancées permises par la dernière proposition mise sur la table par la direction. Celle-ci nous a présenté l'accord signé avec les seuls représentants de l'Association des journalistes (AJP), qui prévoit 4 licenciements secs et un scénario que nous n'avons ni*

*voulu, ni négocié»*, actent les représentants syndicaux, qui rappellent au passage ce qu'ils ont pu engranger dans la convention (CCT) signée fin décembre avec la direction. *«Cette convention voulait éviter tout départ forcé. Mais de nombreuses interférences ont créé un climat de méfiance et de suspicion»*, constatent les syndicats, qui regrettent ouvertement **les tractations menées dans leur dos ce week-end**. L'AJP a réagi tardivement en assurant s'inscrire dans les clous de la «CCT restructuration» existante et avoir permis de convaincre de nombreux journalistes de quitter l'entreprise. *«Selon la direction, la procédure se poursuit. La commission du Conseil national du travail a rendu une décision favorable.»*

**«Le personnel de L'Avenir devrait être content d'avoir un actionnaire qui finance son redéploiement à la hauteur et avec l'énergie que Nethys consent.»**